

Présentation « Dossier spécial »

Enjeux contemporains de la sécurité alimentaire

À l'heure actuelle, une proportion de la population éprouve de la difficulté à se nourrir convenablement, ce qui fait de l'alimentation un enjeu majeur, surtout en temps de crise sanitaire. Par exemple, selon son dernier *Bilan Faim du Québec*, le réseau des Banques alimentaires du Québec (2021) répond à plus de 1,9 million de demandes d'aide alimentaire par mois et note une augmentation de 37 % des recours aux banques alimentaires depuis 2019.

Parallèlement, la hausse du prix des aliments, notamment des fruits et des légumes, aggrave la situation au Québec (Charlebois et collab., 2019). Ailleurs dans le monde, le dernier rapport de la *Food and Agriculture Organization* (FAO, 2021) relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition expose qu'en 2020, 2,37 milliards de personnes n'ont pas eu accès à une alimentation adéquate, et ce, partout sur la planète. La hausse des prix des aliments sains ainsi que la hausse des inégalités de revenus et de la pauvreté font que la saine alimentation n'est pas possible pour 3 milliards de personnes dans toutes les régions du monde.

L'INSPQ (2015) démontre les effets de l'alimentation, de la santé et du bien-être des populations sur la productivité économique. À la recherche de solutions, des réflexions sont menées depuis plusieurs années au Québec et ailleurs dans le monde sur le concept de sécurité alimentaire. Une multitude d'initiatives sont mises en place, principalement en vue d'améliorer l'accès aux aliments sains et économiquement accessibles pour les populations. À cet effet, le Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2020) annonçait une vision de développement relativement à l'autonomie alimentaire.

Par ailleurs, dans le cadre des défis du présent millénaire, le gouvernement québécois a adopté en 2002 la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (chap. L-7) en y intégrant le concept de sécurité alimentaire. Puis, en 2008, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a proposé un cadre de référence concernant la sécurité alimentaire (Pageau, 2008). En concordant avec la définition proposée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ce cadre stipule que « la sécurité alimentaire réfère à la disponibilité des aliments au sein d'un réseau durable de distribution et de production; à la stabilité de ce marché ainsi qu'à l'accès physique et [financier] à des denrées nutritives » (Pageau et collab., 2008, p. 13). Par ailleurs, à l'échelle mondiale, le 2^e objectif des Objectifs du développement durable de l'ONU vise à mettre un terme à la faim d'ici 2030.

Au cœur de cette problématique se trouvent des systèmes alimentaires (Touzard, 2014). Pour Malassis (1994), « un système alimentaire est la façon dont les femmes et les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture » (p. 7). Rastoin et Ghersi (2010) bonifient cette réflexion en intégrant le concept d'interdépendance entre différents acteurs socioéconomiques.

Au sein de cette présentation définissant le système alimentaire, un constat général se dégage : un grand nombre d'acteurs sont mobilisés de manière interdépendante pour réaliser une ou plusieurs actions afin d'apporter aux consommateurs ciblés des aliments qui ont une valeur socioéconomique. En concordance avec les interventions étatiques mentionnées précédemment, lorsque le gouvernement se préoccupe de la sécurité alimentaire, il tente de répondre à ses engagements et d'intervenir auprès d'une diversité d'acteurs publics et privés ayant des objectifs différents et agissant également de manière interdépendante. Au centre de ces préoccupations, il y a le consommateur (un mangeur) qui a des préférences et un pouvoir d'achat.

Ce dossier souhaite créer un espace de dialogue où différents champs de compétence (sociologie, économie, sciences politiques, sciences de l'environnement, médecine, sciences de la santé, histoire, anthropologie, etc.) se rejoignent afin d'offrir un éclairage multidisciplinaire sur la question.

Le premier article, par **Mélanie Doyon, Juan-Luis Klein, Isabelle Prud'homme et Louis-Philippe Blanchette**, présente une expérience de recherche partenariale pour l'idéation et la mise en place d'une communauté nourricière à Saint-Camille, en Estrie. Les auteurs montrent que deux éléments sont principalement nécessaires à la coconstruction d'un projet de recherche partenariale ciblant l'élaboration d'une planification pour le développement d'une communauté nourricière à Saint-Camille : 1) des Ateliers des savoirs partagés, de coapprentissage et de systématisation des expériences et 2) un contexte du renouvellement des préoccupations pour les projets alimentaires locaux.

Sarah André, Max Ferrandez et Sabrina Tremblay dressent un état de la situation du secteur horticole en circuits courts au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les auteurs soulignent que les systèmes alimentaires de proximité sont une solution pertinente au modèle agro-industriel dominant et à ses externalités négatives. Selon eux, pour mieux structurer le marché local et assurer son bon développement, il faut comprendre le secteur de production régionale. Les données quantitatives obtenues ont permis d'identifier les enjeux auxquels fait face l'agriculture de proximité régionale.

Florence Villeneuve, Mathilde Sauvé-Gagnon et Olivier Riffon s'intéressent aux enjeux de l'alimentation durable dans une approche systémique basée sur la coopération et sur la mutualisation dans toutes les communautés du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Pour les auteurs, l'accès à une saine alimentation pour tous dans la dignité est indissociable des enjeux d'équité et de sécurité alimentaires durables. Partant du développement d'un projet d'espaces collaboratifs de transformation alimentaire auquel participent le Comité régional de réflexion et d'action en sécurité alimentaire (CRRASA) et son sous-comité Cuisinons et cultivons du Lac au Fjord (CCLF), une illustration d'une approche systémique et de l'apport de lieux de concertation intersectorielle pour répondre aux enjeux d'insécurité alimentaire est mise en exergue.

Éliane Brisebois, René Audet, Mylène Arbour, Andrée-Ann Rouleau et Ali Romdhani présentent les résultats d'une expérimentation en matière d'évaluation participative de projets alimentaires alternatifs avec quatre organisations du système alimentaire alternatif dans le cadre du programme Montréal en commun de la Ville de Montréal. Partant d'ateliers participatifs et de séances d'accompa-

nement, une « théorie du changement », un répertoire de 70 indicateurs permettant d'évaluer les projets et leurs retombées ainsi qu'un plan d'évaluation collectif ont été mis en place. De plus, un bilan réflexif et des entretiens semi-dirigés des participantes au projet ont permis de documenter les apprentissages de l'expérimentation.

Enfin, **Dominique Paturel** explore les conditions pour une transformation des systèmes alimentaires soucieux de leurs impacts sur le climat. Selon l'auteure, les injustices demeureront tant aussi longtemps que l'accès à l'alimentation ne sera pas égalitaire, solidaire et libre. Elle stipule que pour aboutir à une transformation des systèmes alimentaires soucieux de leurs impacts sur le climat, l'expérience du modèle de protection sociale en France est à explorer. Elle souligne ainsi que le modèle peut guider à une sécurité sociale de l'alimentation durable, avec un accès universel et égalitaire à une alimentation reconnectée aux conditions de sa production.

Corédactrices invitées (UQAC) :

Salmata Ouedraogo, Ph. D., professeure
Jeanne Simard, LL. D. et directrice de la revue
France Desjardins, DMP, professionnelle de recherche et chargée de cours

RÉFÉRENCES

- Banques alimentaires du Québec. (2021). *Bilan Faim Québec 2021*. https://banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2021/10/BAQ_BilanFaim_2021_Final.pdf
- Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (2020, 19 novembre). *Investissement de 157 M\$ pour l'autonomie alimentaire du Québec : le ministre Lamontagne dévoile des mesures qui permettront de créer 3800 emplois*. Gouvernement du Québec. <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/investissement-de-157-m-pour-lautonomie-alimentaire-du-quebec-le-ministre-lamontagne-devoile-des-mesures-qui-permettront-de-creer-3800-emplois>
- Charlebois, S., McGuinty, E., Keselj, V., Mah, C., Giusto, A., Music, J., ... Van Duren, E. (2019). *Rapport sur les prix alimentaires à la consommation 2019*. Dalhousie University/University of Guelph. www.ledevoir.com/documents/pdf/CanadaFoodPriceReportFRE2019.pdf
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO (2021). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2021. Transforming food systems for food security, improved nutrition and affordable healthy diets for all*, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb4474en>
- INSPQ (2015). Les conséquences économiques associées à l'obésité et l'embonpoint au Québec : les coûts liés à la consommation de médicaments et à l'invalidité – Fardeau du poids corporel. https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/2035_obesite_couts_medicaments_invalidite.pdf
- Malassis, L. (1994). Économie globale, alimentaire, agricole et rurale. *Économie rurale*, 219(1), 29-32. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4592>
- Pageau, M. (2008). *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. Mise à jour 2008*. Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-208-01.pdf>
- Rastoin, J. L. et Ghersi, G. (2010). *Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Éditions Quae.
- Touzard, J. M. et Fournier, S. (2014). La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire ? [*VertigO*] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(1). <https://doi.org/10.4000/vertigo.14840>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n3.1514>